



La Commune



L'ALGÉRIE RÉVOLUTIONNAIRE MONTRE LA VOIE A L'AFRIQUE ET L'EUROPE

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 97 – mercredi 23 avril 2019

Les échos de ce qui se passent en Algérie, par des algériennes et algériens eux-mêmes valent mieux que bien des commentaires extérieurs. Nous pouvons penser que la levée en masse qui s'est dressée contre l'immonde régime soudanais a été encouragée par l'exemple magnifique du peuple algérien.

Nous transmettons ci-dessous une déclaration des enseignants de la fac de sciences-éco de TIZI OUZOU, adoptée le 17 avril dernier.



Déclaration des enseignants de la faculté de sciences économiques

La révolution citoyenne portée courageusement par le peuple algérien, de par son essence pacifique, son esprit démocratique et surtout son humour désarmant aura mis jusqu'ici en évidence l'incurie, l'incompétence, le mensonge et la perfidie des dirigeants et chassé la dynastie Bouteflikienne du pouvoir. Elle aura également forcé le respect, l'admiration et l'adhésion du monde entier, y compris des incrédules les plus invétérés.

La victoire est proche : une Algérie nouvelle, juste, respectueuse des libertés fondamentale et des droits humains est en train de naître.

Cependant, restons vigilants et lucides : les tenants du système étant aux abois parce que mis à nu par la rue tentent, certes désespérément, dans leur ultime trahison de détourner le cours de la révolution pour que rien ne change.

Pour déjouer cette planification contre révolutionnaire, les enseignants de la faculté d'Economie se sont réunis en Assemblée Générale aujourd'hui, Mardi 17 Avril 2019 à l'Amphi BELHOUAS.

Après avoir discuté largement aussi bien de la crise politique que traverse le pays que de l'université, les enseignants :

- Dénoncent et condamnent, avec la plus grande énergie, les violences dont ont fait l'objet les algériennes et les algériens durant les manifestations pacifiques du vendredi 12 Avril 2019 et, particulièrement, les manifestantes humiliées au niveau du commissariat de BARAKI. La justice doit agir immédiatement pour juger les auteurs de cette infamie.
- Relèvent avec grande inquiétude le rôle autant inédit que grave que joue le chef d'Etat-major depuis le début du mouvement populaire. L'immixtion du militaire dans la gestion de la crise politique actuelle est inacceptable ; elle laisse augurer de sombres perspectives aussi bien pour le pays que pour son avenir démocratique. Il est nécessaire de rappeler à tout le monde que la crise est éminemment politique, et par voie de conséquence, la solution ne pourra être que politique. Ceci dit, les enseignants considèrent dans ces moments cruciaux, qu'il est du devoir des militaires de faciliter le processus de transition en faveur de l'avènement d'un Etat civil et démocratique et leur demandent de protéger le peuple algérien et sa révolution.
- S'engagent de la manière la plus forte en mobilisant tous les moyens pacifiques et légaux (grève, marches, conférences, débats, etc.), à faire en sorte que le mouvement révolutionnaire aboutisse et qu'une Algérie nouvelle et moderne advienne.
- Considèrent que la désignation des responsables pratiquement dans tous les secteurs de la vie économique et sociale par la police politique et les féodalités locales est un mécanisme qui a clochardisé les institutions de la république, notamment l'institution universitaire. Il est plus qu'urgent de rompre avec ses méthodes moyenâgeuses en démocratisant la gestion des universités en instituant le principe d'élection des responsables à quelque niveau que ce soit dans la hiérarchie universitaire.
- Affirment qu'ils ne sont pas en grève et que le climat de confusion qui règne à l'université est dû principalement aux grèves répétitives des autres secteurs. Cependant, conscients de l'extrême gravité du moment et de leur engagement dans le mouvement révolutionnaire, ils peuvent se mettre en grève chaque fois que la cause du peuple l'exige
- Mettent en place une structure de veille et de suivi des événements.

23 avril 2019

Modifié le mardi 23 avril 2019

Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>